

# DROIT CONSTITUTIONNEL

Notes et jurisprudence

François Chevrette  
Herbert Marx  
Faculté de droit  
Université de Montréal

1982  
LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL  
C.P. 6128, succ. « A », Montréal, Québec, Canada H3C 3J7

Le Fonds F.C.A.C. pour l'aide et le soutien à la recherche a accordé une aide financière pour l'édition de cet ouvrage, dans le cadre de sa politique visant à favoriser la publication en langue française de manuels et de traités à l'usage des étudiants de niveau universitaire.

Le Fonds Marcel Faribault pour la recherche en droit constitutionnel a également accordé une subvention à la rédaction de cet ouvrage.

Le Centre de recherche en droit public ne donne aucune approbation ni improbation aux opinions émises par ses chercheurs dans leurs études; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

## Plan

Avant-propos .....	1
CHAPITRE INTRODUCTIF : Les sources du droit constitutionnel .....	5
SECTION 1 Les sources historiques .....	5
SECTION 2 Les sources formelles .....	16
<b>I PRINCIPES FONDAMENTAUX</b> .....	31
Note liminaire .....	31
Chapitre premier LE PRINCIPE DE LÉGALITÉ OU « <i>RULE OF LAW</i> »	
Note introductive .....	33
L'Alliance des professeurs catholiques de Montréal c. La Commission des relations ouvrières ..	35
<i>Audi Alteram Partem</i> : Le droit d'être entendu .....	44
L'affaire de la succession <i>Woodward</i> : clause privative ou loi rétroactive? .....	45
Chaput c. Romain .....	46
L'arrêt Chaput : approche de droit civil et approche de <i>common law</i> .....	60
Roncarelli c. Duplessis .....	60
La victoire de Roncarelli : une victoire à la Pyrrhus .....	76
Les communistes, les témoins de Jéhovah et le principe de légalité .....	76
Chapitre 2 LA SOUVERAINETÉ DU PARLEMENT	
Note introductive .....	83
SECTION 1 Le Parlement peut-il se lier pour l'avenir? .....	84
Le commissaire à la répression de la corruption c. Ranasinghe .....	85
La souveraineté du Parlement au Canada et au Royaume-Uni .....	93
SECTION 2 La démocratie directe et la délégation-abdication .....	94
Renvoi relatif à The Initiative and Referendum Act .....	95
* Rex c. Nat Bell Liquors Ltd. ....	99
* Outdoor Neon Displays Ltd. c. City of Toronto .....	100
Référendum, souveraineté et abdication de pouvoir .....	101

\* Les astérisques signalent des jugements-problèmes. Voir p. 4 de l'avant-propos.

ISBN 2-7606-0518-3

Dépôt légal, 1<sup>er</sup> trimestre 1982 — Bibliothèque nationale du Québec  
Tous droits de reproduction, d'adaptation ou de traduction réservés  
© Les Presses de l'Université de Montréal, 1982

## DROIT CONSTITUTIONNEL

SECTION 3 Composition et privilège du Parlement .....	103
A. La Constitution canadienne, un texte déconstitutionnalisé .....	103
B. Les privilèges du Parlement .....	106

Chapitre 3  
LA SÉPARATION  
DES POUVOIRS

Note introductive .....	113
SECTION 1 Le pouvoir législatif .....	115
Renvoi sur la compétence du Parlement relativement à la Chambre haute .....	115
SECTION 2 Le pouvoir exécutif .....	128
Renvoi sur le règlement concernant les produits chimiques .....	128
Dans l'affaire des questions soumises par le gouverneur général en conseil relatives à la proclamation de l'article 16 de la Loi de 1968-1969 modifiant le droit pénal .....	135
Pouvoir législatif et pouvoir exécutif : la délégation de pouvoir et la responsabilité ministérielle .....	140
SECTION 3 Le pouvoir judiciaire .....	144
Liyana c. La Reine .....	144
* Gagnon et Vallières c. La Reine .....	155
L'indépendance judiciaire .....	159

Chapitre 4  
LE CONTRÔLE JUDICIAIRE  
DE CONSTITUTIONNALITÉ

Note introductive .....	167
SECTION 1 Le processus de décision judiciaire en matière constitutionnelle .....	168
SECTION 2 La juridiction constitutionnelle de la Cour suprême .....	171
La Loi sur la Cour suprême : juridiction d'appel et juridiction spéciale .....	171
Le procureur général de l'Ontario c. Le procureur général du Canada (Renvoi sur la validité de la procédure de renvoi) .....	175
* Crown Grain Ltd. c. Day .....	180
L'avis consultatif : le pour et le contre .....	181
Les clauses privatives et le contrôle de constitutionnalité .....	185
Farrell c. La Commission des accidents de travail .....	185
British Columbia Power Corporation Ltd. c. British Columbia Electric Co. Ltd. ....	187
Les barrières au contrôle de constitutionnalité .....	189
* Reference re Legal Proceedings Suspension Act (Alta) .....	190
SECTION 3 Le litige constitutionnel et ses exigences procédurales .....	191
A. L'intérêt à poursuivre .....	191
Thorson c. Le procureur général du Canada .....	191
Nova Scotia Board of Censors c. McNeil .....	200
L'intérêt à poursuivre après les arrêts <i>Thorson</i> et <i>McNeil</i> .....	203
B. L'avis au procureur général .....	203
C. Problèmes de preuve .....	205

Chapitre 5  
LE FÉDÉRALISME ET  
LA DÉLÉGATION  
INTERGOUVERNEMENTALE

Note introductive .....	219
SECTION 1 Le fédéralisme .....	220
Deux visions du Canada .....	220
Les liquidateurs de la Banque maritime du Canada c. Le Receveur général du Nouveau-Brunswick .....	221
* <i>In re Silver Brothers Ltd.</i> .....	225
Les immunités interjuridictionnelles .....	226
SECTION 2 La délégation intergouvernementale .....	234
Le procureur général de la Nouvelle-Écosse c. Le procureur général du Canada .....	235
The Prince Edward Island Potato Marketing Board c. H.B. Willis Inc. ....	241
Le procureur général de l'Ontario c. Scott .....	249
Lord's Day Alliance of Canada c. Le procureur général de la Colombie britannique .....	251
Coughlin c. The Ontario Highway Transport Board .....	257
La Reine c. Smith .....	261
La délégation intergouvernementale et le fédéralisme coopératif .....	263

## PLAN

IX

## II LE PARTAGE DES COMPÉTENCES

Note liminaire .....	267
----------------------	-----

Chapitre 6  
THÉORIE GÉNÉRALE

Note introductive .....	271
SECTION 1 Structure générale des articles 91 et 92 de l'A.A.N.B. ....	272
Interprétation constitutionnelle et interprétation statutaire: l'arrêt <i>Edwards</i> .....	273
L'exclusivité des compétences .....	275
Compétences énumérées et compétences non-énumérées .....	286
SECTION 2 La qualification des lois .....	294
Hodge c. La Reine .....	294
Théories de l'aspect, des pouvoirs incidents et des pouvoirs accessoires .....	300
La législation déguisée .....	308
Présomption de constitutionnalité et divisibilité des lois .....	310
SECTION 3 Les conflits de lois et la prépondérance fédérale .....	311
La secrétaire de la province de l'Île du Prince-Édouard c. Egan .....	312
O'Grady c. Sparling .....	321
* Mann c. La Reine .....	330
Ross c. Le registraire des véhicules automobiles .....	331
Conflit implicite et conflit explicite .....	337

Chapitre 7  
LES POUVOIRS GÉNÉRAUX

Note introductive .....	341
Russell c. La Reine .....	343
* Le Gouverneur général du Canada c. Quatre provinces (Renvoi relatif à la loi McCarthy) .....	350
Le procureur général de l'Ontario c. Le procureur général du Canada (Arrêt des prohibitions locales) .....	350
L'alcool et l'A.A.N.B. ....	361
Renvoi relatif à la Loi de la Commission de commerce .....	364
Fort Frances Pulp and Power Co. Ltd. c. Manitoba Free Press .....	369
Les difficultés socio-économiques de l'entre-deux-guerres .....	374
Co-operative Committee on Japanese Canadians c. Le procureur général du Canada .....	377
Renvoi relatif à la validité des règlements sur les baux en temps de guerre .....	385
Mesures d'urgence en temps de guerre, d'insurrection et de troubles civils .....	389
Le procureur général de l'Ontario c. Canada Temperance Federation .....	392
* Pronto Uranium Mines Ltd. c. Ontario Labour Relations Board .....	397
Munro c. La Commission de la capitale nationale .....	398
Renvoi relatif à la loi anti-inflation .....	403
Les pouvoirs généraux : 94 ans d'interprétation .....	427

Chapitre 8  
LES ÉCHANGES ET  
LE COMMERCE

Note introductive .....	431
La compagnie d'assurance des citoyens du Canada c. Parsons .....	433
Proprietary Articles Trade Association c. Le procureur général du Canada (reproduit au chapitre 11) .....	441
La réglementation de la mise en marché, ou l'impasse législative .....	441
Le procureur général de la Colombie britannique c. Le procureur général du Canada (Renvoi relatif à la Loi sur l'organisation du marché des produits naturels) .....	443
Renvoi relatif à The Farm Products Marketing Act (Ontario) .....	446
Murphy c. Le Canadien Pacifique .....	465
* La Reine c. Klassen .....	473
Caloil Inc. c. Le procureur général du Canada .....	475
Carnation Co. Ltée c. L'Office des marchés agricoles du Québec .....	480
Le procureur général de la Colombie britannique c. Manitoba Egg and Poultry Association .....	484
Burns Foods Limited c. Le procureur général du Manitoba .....	494
* Le procureur général du Québec c. Dominion Stores Ltd. ....	500
Renvoi relatif à la Loi sur l'organisation du marché des produits naturels .....	500
Canadian Industrial Gas and Oil Ltd. c. Le gouvernement de la Saskatchewan (reproduit au chapitre 15) .....	511
Central Canada Potash Co. Limited c. Le gouvernement de la Saskatchewan (reproduit au chapitre 15) .....	511

X		
	Les brasseries Labatt du Canada Limitée c. Le procureur général du Canada	511
	L'assurance, les valeurs immobilières et la Constitution	524
	L'union économique canadienne	528
	Chapitre 9 LES ACTIVITÉS CORPO- RATIVES ET FINANCIÈRES	
	Note introductive	531
	SECTION 1 Constitution et contrôle des compagnies	534
	Bonanza Creek Gold Mining Co. Ltd. c. Le Roi	534
	Great West Saddlery Co. Ltd. c. Le Roi	541
	Lymburn c. Mayland	553
	The Canadian Indemnity Company c. Le procureur général de la Colombie britannique	557
	* Re Chromex Nickel Mines Ltd.	565
	Objet, contrôle et étatisation des compagnies	566
	SECTION 2 Banques, monnaie et intérêt de l'argent	573
	Tennant c. The Union Bank of Canada	573
	Canadian Pioneer Management Ltd. c. Le Conseil des relations ouvrières de la Saskatchewan	577
	Le procureur général de l'Ontario c. Barfried Enterprises Ltd.	593
	Tomell Investments Limited c. East Marstock Lands Limited	598
	* Laurentide Finance Company c. Lessard	602
	* Bédard c. Hydro-Québec	603
	Institutions et problèmes de crédit	604
	SECTION 3 Faillite et insolvabilité	610
	Le procureur général de l'Ontario c. Le procureur général du Canada (Arrêt des cessions volontaires)	610
	De la faillite comme procédure aux remèdes à l'insolvabilité	612
	Robinson c. Countrywide Factors Ltd.	619
	Faillite, insolvabilité et lois provinciales	635
	Chapitre 10 LE DROIT CIVIL, LE DROIT DU TRAVAIL ET LA LÉGISLATION SOCIALE	
	Note introductive	639
	SECTION 1 Propriété et droits civils	640
	A. Droit fédéral et remèdes civils	640
	MacDonald c. Vapor Canada Ltd.	640
	Les implications de l'arrêt <i>MacDonald c. Vapor Canada Ltd.</i>	655
	B. Le mariage et le divorce	656
	SECTION 2 Le droit du travail et la législation sociale	662
	Perspective historique	662
	Toronto Electric Commissioners c. Snider	663
	La Commission des accidents de travail c. Le Canadien Pacifique	673
	Le procureur général du Canada c. Le procureur général de l'Ontario (Arrêt des conventions de travail, reproduit au chapitre 16)	
	Le procureur général du Canada c. Le procureur général de l'Ontario (Renvoi relatif à l'assurance-chômage)	677
	Le Canadien Pacifique c. Le procureur général de la Colombie britannique	679
	Renvoi au sujet de la validité de la Loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail (Arrêt <i>Stevedoring</i> )	685
	* R. c. La Commission des relations de travail de l'Ontario, ex parte Dunn	690
	* Murray Hill Limousine Ltée c. Batson	691
	Commission du salaire minimum c. Bell Canada	692
	Construction Montcalm Inc. c. La Commission du salaire minimum	698
	La compétence fédérale sur les relations de travail	706
	Chapitre 11 LE DROIT CRIMINEL ET L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	
	Note introductive	711
	SECTION 1 Le droit criminel, le droit civil et le droit pénal provincial	712
	A. La notion historique de droit criminel : l'observance du dimanche et des fêtes religieuses	712
	Henry Birks c. Cité de Montréal	712
	* Lieberman c. La Reine	721
	La compétence fédérale sur le dimanche, compétence de caractère séculier ou religieux?	722

	PLAN	
	B. Le caractère extensible du droit criminel : les pratiques restrictives du commerce	723
	Proprietary Articles Trade Association c. Le procureur général du Canada	724
	Le procureur général de la Colombie britannique c. Le procureur général du Canada (Renvoi relatif à l'article 498 A du Code criminel)	729
	Les pratiques restrictives du commerce : autres développements	731
	C. Droit criminel et déguisement législatif	732
	Le procureur général de l'Ontario c. Les assureurs mutuels	732
	Renvoi concernant la validité de l'article 5(a) de la Loi de l'industrie laitière (Arrêt sur la margarine)	738
	Le droit criminel, compétence indéfiniment extensible?	742
	D. Droit criminel, criminalité et délinquance juvénile : pénalités, sanctions et remèdes	745
	Le procureur général de la Colombie britannique c. Smith	745
	* La Reine c. Zelensky	751
	Pénalités, sanctions et remèdes de la législation criminelle	752
	E. La compétence pénale provinciale, compétence accessoire	756
	Lymburn c. Mayland (reproduit au chapitre 9)	757
	Droit et procédure pénale provinciale	757
	F. La compétence des provinces sur les questions de moralité et d'opinion	759
	Bédard c. Dawson	759
	L'ambiguïté de l'arrêt <i>Bédard</i>	762
	Johnson c. Le procureur général de l'Alberta	762
	* Regent Vending Machines Ltd. c. Alberta Vending Machines	774
	* Switzman c. Elbling (reproduit au chapitre 18)	775
	Sanction civile et sanction criminelle	775
	* Re D. and G. Barclay Builders Ltd. and St. Jane Plaza Ltd.	776
	Nova Scotia Board of Censors c. McNeil (reproduit au chapitre 18)	777
	Dupond c. Ville de Montréal (reproduit au chapitre 18)	777
	* Montreal Newsdealers Supply Company Ltd. c. Le bureau de censure de la province de Québec	778
	La prévention du crime, compétence provinciale?	778
	Lois provinciales sur la moralité et l'opinion	779
	SECTION 2 La procédure criminelle et l'administration de la justice criminelle	781
	A. Le déroulement du procès criminel, compétence fédérale exclusive	781
	<i>In re</i> Fred Storgoff	781
	Klein c. Bell	785
	Batary c. Le procureur général de la Saskatchewan	788
	* R. c. La Commission municipale de Québec, ex parte Longpré	794
	La procédure criminelle, étendue et limites	795
	B. Organisation et enquêtes policières	798
	Faber c. La Reine	798
	Di Iorio et Fontaine c. Le gardien de la prison commune de Montréal	805
	L'administration de la justice criminelle, une compétence concurrente?	824
	Chapitre 12 L'ORGANISATION JUDICIAIRE	
	Note introductive	824
	SECTION 1 La double juridiction des cours provinciales	830
	Les premiers pas : les arrêts <i>Bush</i> et <i>Valin</i>	830
	La « fédéralisation » des cours ou des juges provinciaux	833
	Procédure et juridiction des tribunaux provinciaux dans les matières fédérales	834
	SECTION 2 La Cour suprême et les cours fédérales	840
	Le procureur général de l'Ontario c. Le procureur général du Canada (Renvoi sur l'abolition des appels au Comité judiciaire)	840
	La Cour suprême, cour générale d'appel	852
	Quebec North Shore Company c. Canadien Pacifique Limitée	855
	McNamara Construction (Western) Limited c. La Reine	862
	* La Reine c. Prytula	865
	La Cour fédérale : Une juridiction statutaire et spécialisée	866
	SECTION 3 La nomination fédérale des juges des cours supérieures, de district et de comté	870
	Deux arrêts de principe : <i>In re</i> Adoption Act et <i>John East Iron Works</i>	871
	Séminaire de Chicoutimi c. Cité de Chicoutimi	877
	Tomko c. Labour Relations Board (Nouvelle-Écosse)	881
	Le procureur général du Québec c. Farrah	896
	La portée exagérée de l'article 96 de l'A.A.N.B.	903
	Chapitre 13 LE TRANSPORT ET LES COMMUNICATIONS	
	Notre introductive	915

SECTION 1 Le transport .....	916
A. Le transport terrestre et maritime .....	916
La cité de Montréal c. La compagnie de tramways de Montréal .....	916
Le pouvoir déclaratoire du Parlement fédéral .....	922
Le procureur général de l'Ontario c. Winner .....	924
La législation fédérale après l'arrêt <i>Winner</i> .....	937
* La Reine c. La Commission des transport du Canada .....	939
Agence Maritime Inc. c. Conseil canadien des relations ouvrières .....	939
Transports intraprovincial et extraprovincial : Éléments de distinction .....	943
B. Le transport aérien .....	946
<i>In re</i> La réglementation et le contrôle de l'aéronautique au Canada .....	946
Johannesson c. La municipalité rurale de West St. Paul .....	953
* Canadian Air Line Employees' Association c. Wardair Canada (1975) Ltd. ....	961
L'étendue de la compétence fédérale en matière d'aéronautique .....	962
SECTION 2 Les communications .....	965
Toronto Corporation c. Bell Canada .....	965
<i>In re</i> La réglementation et le contrôle de la radiocommunication au Canada .....	967
Capital Cities Communications Inc. c. Le Conseil de la Radio-Télévision canadienne .....	972
La cablodistribution intraprovinciale : la dissidence de l'arrêt <i>Dionne</i> .....	981
Le procureur général du Québec c. Kellogg's Co. ....	984
L'A.A.N.B. et les télécommunications .....	988

#### Chapitre 14 LA TAXATION

Note introductive .....	991
SECTION 1 L'incidence de l'impôt: Taxation directe et taxation indirecte .....	992
Banque de Toronto c. Lambe .....	992
Le Roi c. Caledonian Collieries .....	998
Atlantic Smoke Shops Ltd. c. Conlon .....	1000
* Cairns Construction Ltd. c. Le gouvernement de la Saskatchewan .....	1008
Canadian Industrial Gas and Oil Ltd. c. Le gouvernement de la Saskatchewan (reproduit au chapitre 15) .....	1008
Simpsons-Sears Limitée c. Le secrétaire général de la province du Nouveau-Brunswick .....	1009
L'incidence ou retransmissibilité de l'impôt comme critère constitutionnel .....	1020
SECTION 2 Finalité de l'impôt, territorialité de l'impôt et immunités fiscales .....	1025
A. Taxation et réglementation .....	1025
Le procureur général de la Colombie britannique c. Le procureur général du Canada (Arrêt sur l'importation de whisky) .....	1025
axada Mines Ltd. c. Le procureur général de la Colombie britannique .....	1026
L'impôt comme technique de réglementation .....	1032
B. Le pouvoir de dépenser .....	1039
C. La territorialité de l'impôt .....	1048
Le procureur général de la Colombie britannique c. La Compagnie Trust Canada .....	1048
La Reine (Manitoba) c. Air Canada .....	1058
La territorialité de l'impôt, une simple exigence de rédaction législative? .....	1064
D. Les immunités fiscales .....	1068
SECTION 3 Les accords fiscaux fédéraux-provinciaux .....	1076
* Arbitrage relatif à un accord fiscal entre le gouvernement de la Saskatchewan et le gouvernement du Canada .....	1080

#### Chapitre 15 PROPRIÉTÉ PUBLIQUE, RESSOURCES NATURELLES ET ENVIRONNEMENT

Note introductive .....	1083
SECTION 1 La propriété des ressources .....	1085
Renvoi relatif aux droits sur les ressources sous-marines au large des côtes de la Colombie britannique .....	1085
La propriété publique des provinces : Principe et exceptions .....	1105
SECTION 2 Fiscalité et commercialisation des ressources .....	1121
Canadian Industrial Gas and Oil Ltd. c. Le gouvernement de la Saskatchewan .....	1121
Central Canada Potash Co. Ltd. c. Le gouvernement de la Saskatchewan .....	1144
* Société Asbestos Ltée c. Société nationale de l'amiante .....	1152
La mise en marché des ressources .....	1154

SECTION 3 Environnement et extraterritorialité .....	1157
Interprovincial Cooperatives Ltd. c. La Reine .....	1157
* Regina c. Canada Steamship Lines Ltd. ....	1172
Pollution et compétence extraterritoriale .....	1173

#### Chapitre 16 AFFAIRES EXTÉRIEURES ET TRAITÉS INTERNATIONAUX

Note introductive .....	1181
Le procureur général du Canada c. Le procureur général de l'Ontario (Arrêt des conventions de travail) .....	1182
MacDonald c. Vapor Canada Ltd. ....	1190
Droit international et rapports internationaux .....	1194

### III LES LIBERTÉS PUBLIQUES

Note liminaire .....	1201
----------------------	------

#### Chapitre 17 L'ÉGALITÉ DEVANT LA LOI

Note introductive .....	1205
Christie c. The York Corporation .....	1206
Lois et pratiques discriminatoires .....	1209
* Whitfield c. Canadian Marconi Co. ....	1210
La Reine c. Drybones .....	1211
Smythe c. La Reine .....	1224
Égalité devant la loi, inégalité devant son application .....	1228
* R. c. Natrall .....	1231
* Diabo c. La Reine .....	1231
Le procureur général du Canada c. Lavell .....	1232
La Reine c. Burnshine .....	1247
Le procureur général du Canada c. Canard .....	1254
L'arrêt <i>Drybones</i> : arrêt de principe ou cas d'espèce .....	1268

#### Chapitre 18 LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Note introductive .....	1273
SECTION 1 La liberté de parole .....	1274
Renvoi relatif aux Lois de l'Alberta .....	1274
La liberté d'expression en période d'urgence .....	1280
Boucher c. Le Roi .....	1283
Saumur c. Cité de Québec .....	1290
Restrictions légales au discours excessif, injurieux ou haineux .....	1308
* Dame <i>Dionne</i> c. La Cour municipale de Montréal .....	1310
Switzman c. Elbling .....	1312
McKay c. La Reine .....	1324
Dupond c. La Ville de Montréal .....	1334
Cherneskey c. Armadale Publishers Ltd. ....	1349
Limites à la liberté d'expression .....	1366
SECTION 2 Le livre et le spectacle .....	1369
Brodie c. La Reine .....	1369
Dominion News and Gifts (1962) Ltd. c. La Reine .....	1374
Nova Scotia Board of Censors c. McNeil .....	1377
SECTION 3 La liberté d'association .....	1390
Smith and Rhuland Ltd. c. La Reine .....	1390
* Martin c. Law Society of British Columbia .....	1394
* Gee c. Freeman .....	1394
Oil Chemical and Atomic Workers International Union, Local 16-061 c. Imperial Oil Ltd. ....	1395

#### Chapitre 19 LA LIBERTÉ DE RELIGION

Note introductive .....	1405
Robertson et Rosetanni c. La Reine .....	1405
Walter et Fletcher c. Le procureur général de l'Alberta .....	1410

## DROIT CONSTITUTIONNEL

La liberté de religion et les minorités religieuses .....	1415
* R. c. Harrold .....	1417
* Ville de Montréal c. Sawarn Singh Ball .....	1418

Chapitre 20  
LA LIBERTÉ ET LA SÛRETÉ  
DE LA PERSONNE

Note introductive .....	1421
SECTION 1 Le droit au silence et la garantie contre l'autoincrimination .....	1422
Moore c. La Reine .....	1422
La résistance au commandement illégal .....	1431
Curr c. La Reine .....	1433
* Re Laporte et la Reine .....	1446
La garantie contre l'autoincrimination après l'arrêt <i>Curr</i> .....	1447
SECTION 2 La présomption d'innocence .....	1449
La Reine c. Appleby .....	1449
* Re Hill et la Reine .....	1456
La présomption d'innocence, un principe constitutionnel qui reste à définir .....	1458
SECTION 3 Le droit aux services d'un avocat .....	1459
Brownridge c. La Reine .....	1459
Hogan c. La Reine .....	1470
* Gravel c. Call-A-Tronics Distribution Ltd. ....	1482
Le droit à l'avocat et autres garanties .....	1482
SECTION 4 L'interdiction d'imposer des peines ou traitements cruels et inusités .....	1486
Miller et Cockriell c. La Reine .....	1486
La notion de peine ou traitement cruel et inusité est-elle purement subjective? .....	1498

Chapitre 21  
L'IMMIGRATION ET  
LA CITOYENNETÉ

Note introductive .....	1501
Droit et politique de l'immigration .....	1501
Union Colliery Company of British c. Bryden .....	1503
Cunningham Columbia limited et le procureur général de la Colombie britannique c. Tomey .....	1506
Homma et le procureur général du Canada .....	1508
Les arrêts <i>Bryden</i> et <i>Homma</i> : quelques réflexions .....	1509
* Quong-Wing c. La Reine .....	1509
Le procureur général de la Colombie britannique c. Le procureur général du Canada (Arrêt sur le traité japonais) .....	1509
Le traitement des Japonais canadiens pendant la guerre .....	1515
Winner c. S.M.T. (Eastern) Ltd. ....	1516
* Kent District Corporation c. Storgoff .....	1518
Morgan c. Le procureur général de l'Île-du-Prince-Édouard .....	1519
La protection des droits fondamentaux des étrangers .....	1526

Chapitre 22  
LES DROITS DES MINORITÉS

Note introductive .....	1529
SECTION 1 Les Indiens et les terres indiennes .....	1530
Les Indiens face aux lois fédérales et provinciales .....	1530
Calder c. Le procureur général de la Colombie britannique .....	1533
Daniels c. White et la Reine .....	1549
Cardinal c. Le procureur général de l'Alberta .....	1560
* Les parents naturels c. Le Superintendent of Child Welfare et les requérants en adoption .....	1575
Précisions sur les droits des Indiens et le statut juridique des réserves .....	1577
SECTION 2 Les droits linguistiques .....	1583
La question linguistique au Canada .....	1583
Jones c. Le procureur général du Nouveau-Brunswick .....	1589
Le procureur général du Québec c. Blaikie .....	1598
Le procureur général du Manitoba c. Forest .....	1605
* Association des Gens de l'Air du Québec Inc. c. L'Honorable Otto Lang .....	1608
Le partage des compétences en matière linguistique .....	1610
SECTION 3 Les minorités religieuses et l'éducation .....	1613

## PLAN

DOCUMENTS .....	1625
1. Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867-1980) .....	1662
2. Loi de 1865 relative à la validité des lois des colonies .....	1664
3. Le Statut de Westminster, 1931 .....	1666
4. La Loi sur les mesures de guerre .....	1668
5. La Déclaration canadienne des droits .....	1671
6. Loi constitutionnelle de 1981, incluant la Charte canadienne des droits et libertés et la formule de modification constitutionnelle .....	1683
ABRÉVIATIONS .....	1687
INDEX DES ARRÊTS .....	1721
INDEX THÉMATIQUE .....	1727
TABLE DES MATIÈRES .....	